

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
21 février 2022
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-seizième session
Points 35 a) et 67 de l'ordre du jour

Conseil de sécurité
Soixante-dix-septième année

**Prévention des conflits armés : prévention
des conflits armés**

**La situation dans les territoires ukrainiens
temporairement occupés**

**Lettre datée du 19 février 2022, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de l'Ukraine
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la communication adressée le 15 février 2022 par la Verkhovna Rada (Parlement ukrainien) à l'Organisation des Nations Unies, à la Commission européenne, au Parlement européen, à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et aux gouvernements et parlements des États sur la non-reconnaissance de l'indépendance des entités illégales instituées dans les territoires ukrainiens temporairement occupés des régions de Donetsk et de Louhansk (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 35 a) et 67 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Sergiy Kyslytsya



**Annexe à la lettre datée du 19 février 2022 adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Ukraine
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Communication adressée par la Verkhovna Rada (Parlement
ukrainien) à l'Organisation des Nations Unies, à la Commission
européenne, au Parlement européen, à l'Assemblée parlementaire
du Conseil de l'Europe, à l'Assemblée parlementaire de l'OSCE,
à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN et aux gouvernements
et parlements des États sur la non-reconnaissance
de l'indépendance des entités illégales instituées
dans les territoires temporairement occupés des régions
de Donetsk et de Louhansk**

En 2014, les troupes russes ont envahi l'Ukraine, en violation des principes fondamentaux du droit international que sont l'intégrité territoriale des États, l'inviolabilité des frontières et le non-recours à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un État.

Condamnant cet acte, qu'elles considèrent comme un acte d'agression de la part de la Fédération de Russie, les démocraties de la planète ont demandé à maintes reprises à l'État agresseur de respecter les principes fondamentaux du droit international.

Au mépris de cet appel, la Douma d'État de la Fédération de Russie a décidé d'engager le Président russe, Vladimir Poutine à reconnaître l'indépendance des entités illégales instituées dans les territoires ukrainiens temporairement occupés.

Compte tenu de la menace extérieure, nous appuyons l'action menée par le Président et le Cabinet des ministres ukrainiens pour apaiser la situation en matière de sécurité en Ukraine, parvenir à un règlement pacifique du conflit russo-ukrainien, éliminer le danger existant, éviter la destruction du système de sécurité européen au nom de la paix dans le monde et préserver le statut d'État de l'Ukraine, et soulignons ce qui suit :

L'intégrité territoriale et l'inviolabilité des frontières sont des principes fondamentaux du droit international, dont le respect garantit le maintien d'un ordre international fondé sur le droit ;

L'emploi de la force armée contre l'Ukraine par la Fédération de Russie est un crime d'agression et constitue une violation flagrante de la Charte des Nations Unies, de l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe du 1^{er} août 1975 et du Mémoire d'adhésion de l'Ukraine au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires du 5 décembre 1994 ;

Les actes commis contre l'Ukraine par la Fédération de Russie ont été reconnus par la communauté internationale comme constituant une agression ;

Le blocus de facto des ports de la mer Noire que la Russie a récemment imposé sous prétexte d'exercices militaires non seulement aggrave le conflit, mais risque aussi de perturber l'approvisionnement alimentaire d'autres pays, l'Ukraine étant l'un des principaux fournisseurs de produits alimentaires sur les marchés internationaux ;

Les prétendues « autorités » des entités illégales instituées dans les territoires temporairement occupés des régions de Donetsk et de Louhansk sont en réalité des

administrations d'occupation établies par la Fédération de Russie. La Verkhovna Rada estime donc qu'il est impossible de négocier directement avec les hauts responsables de ces entités dans les territoires ukrainiens temporairement occupés.

Nous considérons que le projet déclaré de la Douma d'État de faire reconnaître l'indépendance des entités illégales instituées dans les territoires temporairement occupés de l'Ukraine constitue une nouvelle tentative de détruire l'ordre fondé sur le droit international et la Charte des Nations Unies.

En conséquence, la Verkhovna Rada condamne fermement tout effort déployé par la Fédération de Russie pour reconnaître (légaliser) l'indépendance des entités illégales que sont les administrations d'occupation qu'elle a établies dans les territoires temporairement occupés des régions de Donetsk et de Louhansk et lance de ce fait un appel à l'Organisation des Nations Unies, à la Commission européenne, au Parlement européen, à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, à l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN et aux gouvernements et parlements des pays pour qu'ils prennent les mesures suivantes :

confirmer l'intégrité territoriale de l'Ukraine et l'inviolabilité de ses frontières internationalement reconnues ;

considérer comme illégitime tout acte de la Fédération de Russie visant à reconnaître l'indépendance des entités illégales instituées dans les territoires temporairement occupés des régions de Donetsk et de Louhansk ;

condamner fermement toute action de la Fédération de Russie ayant pour effet d'aggraver encore la situation en matière de sécurité dans le monde en général et en Ukraine en particulier ;

réexaminer le fondement juridique du statut de membre permanent de la Fédération de Russie au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies ;

organiser au Conseil de sécurité une réunion d'urgence sur l'escalade du conflit le long de la frontière d'État ukrainienne ;

imposer immédiatement des sanctions supplémentaires à la Fédération de Russie afin d'éviter que le conflit ne s'aggrave encore.

Kiev, le 15 février 2022